



Un engagement solidaire et responsable, aujourd'hui et demain

Par Sami Kanaan, Frédérique Perler, Christina Kitsos et Alfonso Gomez, candidat·e·s Socialistes et Vert·e·s au Conseil administratif

La période de crise extraordinaire que nous vivons actuellement sur les plans sanitaire, humain, social et économique marquera inévitablement un changement historique. La facture sociale et économique est d'ores et déjà colossale. Nous devons, dès aujourd'hui, tout faire pour l'alléger et des premières mesures ont été prises rapidement par les collectivités publiques aux niveaux fédéral, cantonal et municipal. Cet effort collectif devra aussi être l'occasion d'effectuer un bilan lucide de cette crise et de repenser nos priorités.

Notre capacité de résilience ne dépendra pas seulement de la force de notre solidarité et de notre discipline collective, mais de celles et ceux qui sont au front. Elles et ils se donnent sans relâche pour prendre soin de nous toutes et tous, et pour permettre à la collectivité de continuer à répondre aux besoins vitaux.

Nous pouvons, et devons, applaudir haut et fort leur engagement. En tant qu'élu·e·s, notre devoir de reconnaissance doit aller bien au-delà. Nous savons à quel point le service public, tout le réseau associatif et les professions féminines sous-payées sont aux premières loges pour faire face à une crise exceptionnelle dans toutes ses dimensions, et pour tenter d'en atténuer ses effets sur toute la population. Après la crise, il sera crucial de relancer de manière équitable, solidaire et durable notre vie collective, en mettant en place des solidarités qui préservent à la fois les êtres humains et notre environnement. En effet, nous vivons déjà depuis de longues années des éléments d'une crise majeure et permanente, due aux excès de l'ultralibéralisme, d'une globalisation effrénée et incontrôlée : urgence climatique, crises économiques, inégalités croissantes, conflits larvés ou déclarés, etc.

Ce virus accentue les différences sociales et les inégalités. Les ressources pour y faire face ne sont clairement pas réparties de manière équitable. Par exemple, les personnes ayant des lieux d'habitations peu adaptés, partageant peu de pièces à plusieurs, vivent dans des conditions plus difficiles. Comment feront les enfants des familles n'ayant pas les moyens matériels et pédagogiques pour aider leurs enfants pour le suivi scolaire en période de confinement ? Comment feront les personnes isolées ? Comment feront les familles monoparentales pour assurer le télétravail, les courses et les devoirs ? Comment éviter une croissance de la violence domestique et la maltraitance juvénile ? Comment éviter une stigmatisation des jeunes et des âgé·e·s ?

Et, paradoxalement, certains gouvernements « profitent » de cette période d'état d'urgence pour instaurer des lois d'exceptions, des outils de surveillance généralisée, des restrictions des libertés individuelles, justifiables peut-être, en partie, à court terme mais certainement pas au-delà.

C'est pourquoi nous tenons à réaffirmer nos valeurs qui fondent le Parti socialiste et les Vert·e·s., valeurs plus que jamais d'actualité en ces temps de crise :

- la promotion d'un service public fort et efficace, doté de moyens en adéquation avec les tâches qu'il doit assumer avec un personnel suffisant ;
- le soutien au tissu associatif, qui joue un rôle essentiel, complémentaire au service public en matière de solidarité et d'inclusion ;
- une réelle amélioration des bas revenus et des conditions de travail des branches précarisées, notamment à travers l'instauration d'un salaire minimum ;



- la collectivisation, en tout temps, aussi bien des pertes que des bénéfices des grandes entreprises ;
- le soutien à l'économie locale (par exemple à l'agriculture contractuelle de proximité, et la mise en place de circuits de production plus courts, constatant qu'ils sont aujourd'hui trop globalisés) ;
- une société durable et solidaire.

A ce jour, nous nous engageons résolument sur les axes suivants :

1) A court terme :

- Pour les travailleuses et travailleurs des secteurs public et privé qui doivent rester au front, en très grande majorité des femmes, souvent à bas revenus, dont nous dépendons fortement en cette période de crise ; elles et ils doivent voir leurs conditions de travail et leur protection améliorées substantiellement, et de manière durable ;
- Pour les familles et les ménages en général, incluant les seniors, les jeunes en difficulté, les migrant·e·s récemment arrivé·e·s, les personnes en situation de handicap, les personnes vulnérables, etc., afin qu'elles et ils bénéficient de mesures de soutien effectif, en appui ou en complément aux solidarités naturelles, afin que personne ne reste au bord du chemin (un domaine où l'échelon municipal est en première ligne !) ;
- Pour les victimes de violences domestiques et de maltraitements, dont l'exigence de confinement exacerbe les risques, par un renforcement des outils de détection et d'intervention ;
- Pour le maintien du dispositif dédié aux sans-abri ;
- Pour un rétablissement rapide, dès que possible, du plein exercice des droits démocratiques et du fonctionnement des instances parlementaires.

2) A plus long terme :

- Pour la mise en œuvre aussi large que possible de mesures de relance et d'appui des entreprises de proximité, des entreprises sociales et solidaires, des entreprises non polluantes et responsables socialement et cela sur la base des décisions déjà annoncées par les autorités fédérales, cantonales et municipales ;
- A revoir, à la lumière du bilan de cette crise, notre préparation effective et notre anticipation des potentielles crises à venir, en termes de santé publique, d'équipements, de dépendance aux chaînes d'approvisionnement à l'étranger, de formation de personnels locaux en suffisance, etc. ;
- Pour une révision, sur la base de ce bilan, de la manière dont les richesses sont générées, captées et redistribuées, afin que le travail ne doive pas encore et toujours porter seul la charge de l'effort collectif face au capital, aussi en tenant compte de la numérisation accrue des flux de production et de prestations que cette crise va générer, et son impact sur l'emploi ;
- Pour une réforme durable du système de santé, vers une caisse maladie publique unique ;
- Pour une accélération rapide du développement des outils numériques au service de l'intérêt général, sur une base transparente, éthique, sécurisée, équitable et démocratique ;
- Pour la mise en place sans délais d'un plan climat en Ville de Genève qui permettra de faire face aux futurs défis que ne manqueront pas de provoquer les changements climatiques.

D'une manière générale, nous nous engageons, au-delà de cette crise sanitaire et de ses conséquences, à rappeler que l'urgence climatique et les inégalités sociales restent au cœur de nos



Parti socialiste
Ville de Genève



préoccupations, en vue d'un monde plus juste, solidaire et durable, auquel les collectivités locales peuvent très activement contribuer.

Prenez soin de vous et de vos proches, et respectez les consignes : sortez le moins possible ! Et gardons pleinement notre soutien et nos pensées pour celles et ceux qui doivent travailler : personnel soignant et médical, pharmacies, alimentation, logistique, sécurité, nettoyage, poste, conciergeries, etc.